

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Pour tout contact : owcmumbai2016@gmail.com ● Nambiath Vasudevan, c/o TUSC, 6 Neelkanth Apartments, Gokuldas Pasta Road, Dadar East, Mumbai 400014 (India)

● Daniel Gluckstein, c/o Tribune des travailleurs, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil (France)

Pour tout soutien financier IBAN : FR76 3006 6106 7700 0202 5300 111 – Compte/Account : SUCCES CONFERENCE MONDIALE MUMBAI

ÉTATS-UNIS
La résurgence du mouvement ouvrier, Bernie Sanders, le DSA-Democratic Socialists of America (les Démocrates Socialistes d'Amérique) et le combat pour une politique ouvrière indépendante aujourd'hui.
Interview d'Alan Benjamin, membre de la rédaction de The Organizer (2e partie)

Question : The Organizer indique qu'il y a une progression importante de l'organisation Democratic Socialists of America (DSA), qui a participé à la campagne de Bernie Sanders aux primaires du Parti Démocrate. Peux-tu nous en parler ?

Alan Benjamin : Le DSA a longtemps été un refuge confortable pour bureaucraties syndicales soutenant une politique sociale-démocrate libérale à l'intérieur du Parti Démocrate. Mais le DSA a refait surface lors de la campagne des primaires pour Bernie Sanders, avec un renouvellement de sa base regroupant essentiellement des travailleurs du rang et des jeunes. C'est là une autre expression de la radicalisation croissante de la jeunesse et de secteurs de la classe ouvrière.

Le DSA vient de tenir sa convention nationale à Atlanta, avec plus de mille délégués représentant 56 000 adhérents, organisés dans des centaines de sections au niveau national. Au cours de la discussion préparatoire à la convention, un certain nombre de sections du DSA ont refusé de soutenir la candidature de Sanders, comme le proposait la direction sortante, affirmant que voter pour Sanders revenait en définitive à voter pour Biden ou Warren pour la simple et bonne raison que Bernie ne sera pas désigné comme candidat du Parti Démocrate et qu'il a d'ores et déjà appelé ses partisans à voter pour le candidat qui sera choisi par le comité national du parti. Beaucoup de militants du DSA ont donc constitué un regroupement interne qui s'appelle le Red Star Caucus (l'étoile rouge), qui appelle le DSA à lancer une campagne pour la constitution d'un Parti des travailleurs, maintenant.

Cette affirmation d'une position indépendante a reçu un soutien significatif de la part des adhérents du DSA. La nouvelle direction du DSA, regroupée principalement dans ce qui s'appelle le Bread and Roses Caucus se sont ralliés à l'appel à construire un « Workers Party » – Parti des Travailleurs – mais relègue cette perspective à un avenir lointain. L'article de compte rendu de la convention nationale de DSA, publié par *The Nation*, le 7 août, a résumé la nouvelle orientation du DSA :

« Les décisions prises pour la campagne électorale marquent un glissement net vers la gauche. Faisant un pas de plus vers l'abandon de la politique traditionnelle du DSA sur l'orientation du

« moindre mal », la convention a voté que le DSA devrait refuser de soutenir tout autre candidat que Bernie Sanders lors des primaires Démocrates pour l'élection présidentielle de 2020. La convention du DSA a également restreint son soutien à des candidatures « lutte de classe » se présentant ouvertement comme socialistes.

« Pour la première fois, l'organisation s'est également ouvertement engagée à une « rupture en douceur » avec le Parti Démocrate. » La convention du DSA a ainsi formulé sa nouvelle ligne politique au sujet des élections : « Le DSA s'est engagé à la construction d'une organisation politique indépendante du Parti Démocrate et ses sponsors capitalistes... À plus long terme, notre but est de constituer un parti indépendant de la classe ouvrière mais, pour l'instant, cela n'exclut nullement que le DSA ne puisse soutenir des candidats qui de manière tactique, cherchent à obtenir l'investiture du Parti Démocrate. »

Le document sur la politique électorale, adopté par la convention de DSA, fait du Farmer-Labor Party (FLP, Parti ouvrier-paysan, fondé dans l'État du Minnesota dans les années 1930) l'exemple à suivre d'une « rupture en douceur » avec le Parti Démocrate. Mais la politique du FLP n'avait rien à voir avec la rupture avec le Parti Démocrate ! Le gouverneur Floyd Olson, membre du FLP, n'a non seulement jamais rompu avec les Démocrates, mais c'est lui qui a fait appel à la Garde nationale pour qu'elle écrase la grève générale de Minneapolis, organisée par les syndicalistes lutte de classe et les militants socialistes en 1934. (5)

Il faut le dire nettement : soutenir « tactiquement » les candidats Démocrates, c'est franchir la frontière de classe, c'est se ranger dans le camp des capitalistes. L'histoire du mouvement ouvrier aux États-Unis regorge d'exemples de dirigeants qui ont trahi en ramenant des initiatives indépen-

(5) « Le Gouverneur Floyd B. Olson décréta la loi martiale lors de la grève générale d'août 1934 menée par le syndicat des Teamsters à Minneapolis. Il déploya les 4 000 gardes nationaux à sa disposition. Les piquets de grèves furent interdits et des camions conduits par des « jaunes » (auxquels on avait donné des laissez-passer militaires) roulèrent à nouveau. Voyant cela comme une tentative de briser la grève, le syndicat exigea que tous les laissez-passer fussent annulés et, défiant la loi martiale, les travailleurs jurèrent de retourner aux piquets de grève le 1er août » (ref. Teamsters' union website)

dantes dans le giron du Parti Démocrate, tout ça au prétexte que c'était une simple manœuvre « tactique » dans la voie de la construction, toujours pour « plus tard », d'un parti indépendant de la classe ouvrière. Plutôt que de servir de pont vers une politique indépendante, la stratégie de la « rupture en douceur » se dresse comme un obstacle sur son chemin.

Question : Cette situation que tu décris ne rend-elle pas nécessaire l'organisation du dialogue avec les militants de base du DSA comme avec les militants ouvriers partisans de Sanders mais qui sont en faveur de la construction d'un parti de classe indépendant et qui, cependant, ne voient pas comment y parvenir ?

A. B. : C'est certain. Tous ces militants s'opposent aux guerres menées par les États Unis et aux interventions militaires de l'impérialisme américain dans le monde. Ils aspirent tous à faire triompher la justice sociale, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Autant d'aspirations qui sont absolument incompatibles

tant avec la politique des Républicains qu'avec celle des Démocrates. Or les deux candidats qui s'affronteront lors de la présidentielle de 2020 seront tous deux des partisans de l'extension des guerres, de l'intensification de l'exploitation des travailleurs et des opprimés. C'est une certitude absolue.

Pour se prémunir du chantage permanent de la politique du « moindre mal » – qui cette fois-ci s'exprimera sur le thème : « *Tout, sauf Trump* » – ces militants, et plus généralement la classe ouvrière, doivent s'orienter sur une politique de rupture nette avec les Démocrates qui est la condition pour pouvoir défendre les revendications ouvrières. Et cette rupture ne peut être remise continuellement aux calendes grecques.

Une nouvelle opportunité s'ouvre pour aller vers un parti indépendant, appuyé sur le mouvement syndical. Cette perspective avait été adoptée par le congrès national de 2017 de la principale centrale

syndicale, l'AFL-CIO, autre expression de ce profond mouvement qui vient d'en bas.

Mais cela ne deviendra réalité que s'il y a un effort conscient pour regrouper *aujourd'hui* les partisans d'une politique indépendante dans des coalitions ouvrières et populaires qui présenteront leurs propres candidats ouvriers indépendants en commençant par les élections locales de novembre 2020.

Il faut commencer par construire des regroupements syndicat-organisations populaires qui inscriront dans leur programme l'exigence d'un système de sécurité sociale fondé sur le salaire différencié (« *Single payer* ») et le *Workplace Democracy Act* et qui mobiliseront pour faire aboutir ces revendications. Les responsables syndicaux et les militants qui ont constitué la plate-forme *Labor Community Campaign for an Independent Party (LCCIP)* se prononcent en faveur de telles coalitions, comme les premiers jalons pour constituer ce parti indépendant de la classe ouvrière et des opprimés. ■

ALGÉRIE

Incendie d'une maternité à Oued Souf

« *En finir avec cette politique et le régime qui la met en œuvre* »

Huit nouveau-nés sont morts dans un incendie qui s'est déclaré dans une maternité à Oued Souf. D'autres bébés ont été blessés. Cela a provoqué une grande émotion dans tout le pays. Dans cette ville du sud, les citoyens sont sortis dans la rue pour exprimer leur colère, leur indignation et leur éceurement. Le ministère de la Santé a cru bon de relever de leur fonction le directeur de l'hôpital et le responsable régional de la santé. Le ministre, lui, est resté en place.

À travers ces décisions, le ministère a voulu circonscrire « ce crime » à des défaillances individuelles et locales. Mais est-ce pour autant la vérité ? Absolument pas (...). Voici ce que déclare le docteur Mrabet, responsable du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) : « *Les structures hospitalières sont vétustes, et les normes de sécurité incendie ne sont pas prévues dans les cahiers des charges.* » Les véritables raisons sont donc ailleurs. Il y a moins d'an an, le ministère a fait adopter « à la hussarde » une nouvelle loi sur la santé par l'Assemblée populaire

nationale (APN) (...). Le projet reposait sur un principe recommandé par le FMI et la Banque mondiale : rendre rentable ce secteur en pratiquant « la vérité des prix », en limitant l'acquisition et le renouvellement du matériel, en gelant les projets de construction d'infrastructures sanitaires particulièrement dans les zones du sud et de l'intérieur du pays, en contenant, enfin, le recrutement du personnel nécessaire (...). Peut-on faire confiance à ce régime, qui se prépare à mettre en œuvre d'autres recommandations du FMI et de la Banque mondiale dans « le cadre d'un plan d'ajustement structurel new look » qui touchera tous les secteurs de l'économie nationale avec le même objectif, « recoloniser » tout le pays ? La réponse est assurément non ! (...)

Pour en finir avec cette politique anti-ouvrière et antinationale, il faut en finir avec le régime qui la met en œuvre en obéissant à l'impérialisme. Cette politique, le régime veut la prolonger en organisant sa continuité à travers l'élection présidentielle le 12 décembre, confisquant ainsi le droit

souverain du peuple à décider pour lui-même (...). Que les organisations syndicales et ouvrières rompent avec tous les fronts qui les associent aux avocats de la bourgeoisie et de l'impérialisme, ensemble réalisons notre unité, mettons en place nos comités populaires et de citoyens dans les usines, les universités et dans les quartiers, coordonnons-nous à tous les niveaux, organisons le boycott de l'élection, préparons la grève générale pour en finir avec le régime. Battons-nous pour la convocation et l'élection de l'Assemblée constituante souveraine, pour la satisfaction de toutes les revendications démocratiques et sociales, pour un gouvernement d'unité des travailleurs et de leurs organisations. Les militants du Comité d'organisation des socialistes internationalistes (COSI) luttent là où ils sont sur cette orientation qui s'est concrétisée à Béjaïa ce 24 septembre. ■

Extraits de l'éditorial de *Minbar el Oummel* (Tribune ouvrière), numéro 36, 25 septembre 2019, la publication du Comité d'organisation des socialistes internationalistes d'Algérie (COSI).